

DISSOLUTION DU DRS

Les clarifications d'Ahmed Ouyahia

Ahmed Ouyahia confirme, de manière officielle, les changements opérés récemment au sein des très névralgiques services de sécurité. «Oui, le DRS (Département du renseignement et de la sécurité) est dissous». Pour autant, le DRS n'est pas remplacé par une seule entité unifiée mais par trois directions distinctes : «une Direction de la sécurité intérieure, une Direction de la documentation et de la sécurité extérieure et une Direction du renseignement technique».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Ouyahia faisait ces précisions, hier samedi, à l'occasion d'une conférence de presse qu'il animait au siège du Rassemblement national démocratique, le RND, en sa qualité de secrétaire général «par intérim». Mais, bien évidemment, sa fonction officielle de directeur de cabinet de la présidence de la République primera sur tout le reste.

En fait, ce sera, comme d'habitude, la voix officielle du pouvoir qui s'exprimera, pendant plus de deux heures, pour apporter les éclaircissements nécessaires à toutes les questions d'actualité.

S'agissant donc des services, l'on a désormais affaire, en vertu du décret présidentiel non publiable, aux trois directions précédemment citées, «toutes rattachées directement à la présidence de la République et que coordonne le général major Athmane Tartag».

Ce dernier, qui occupait depuis le 13 septembre dernier, le poste de patron du désormais ex-DRS en remplacement du général de corps d'armée, Mohamed Mediène dit Toufik, est désigné comme «conseiller auprès du président de la République, en charge de la coordination des services de sécurité. Il a rang de ministre sans en avoir le titre».

Pour le directeur de cabinet de Bouteflika, «cela ne diminue en rien des prérogatives du ministre de la Défense nationale». Difficile, pourtant, de croire que le vice-ministre de la Défense nationale, dont il s'agit en fait, à savoir le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, ait vraiment la même toute-puissance que lorsqu'il a, sous sa coupe, les redoutables services de sécurité et de renseignement rattachés jusque-là à l'état-major de l'ANP.

Un peu plus loin, Ouyahia invite à ne pas lier ces changements au sein des services, à la carrière personnelle propre de Abdelaziz Bouteflika. «Non, Bouteflika n'a pas accompli sa mission avec ces réformes-là. Il a été élu pour un mandat présidentiel jusqu'en 2019». Il fait dire en effet que certains n'ont pas hésité à prévoir des présidentielles anticipées après la révision de la Constitution.

«Tamazight ? L'essentiel est que le pas politique ait été franchi»

Abordant certains volets liés à la révision de la Constitution, Ouyahia s'attardera particulièrement sur deux points : l'officialisation de tamazight et l'article 51. «Le plus important, s'agissant de l'officialisation de la langue amazighe, est que le pas politique ait été franchi. Et, Dieu merci, les Algériens ont remarqué que le soleil continue toujours à se lever.

Là, je parle de certains qui se sont prononcés contre son officialisation, une minorité du reste car, les Algériens dans leur ensemble n'ont jamais été contre. Pourquoi elle n'est pas dans l'article 178 ? La langue amazighe va demander du temps, 10 à 15 ans, pour sa promotion, par des experts, pour être unifiée et pouvoir être enseignée de la même manière au niveau de toutes les écoles». Aussi, entretemps, Ouyahia voit mal qui pourrait bien remettre en cause l'officialisation de tamazight quand bien même elle n'est pas intégrée dans l'article 178 qui protège toutes les dispositions décrétées immuables.

S'agissant de l'article 51 qui concerne l'interdiction aux binationaux d'accéder à des fonctions supérieures, Ouyahia lancera cette pique assassine à l'endroit du secrétaire général du FLN, Ammar Saâdani, à l'origine de cette polémique. «Encore une fois, je tiens à saluer le professionnalisme cynique de ceux qui ont soulevé cette polémique. Ils ont réussi : de tout le projet de la révision de la Constitution, on ne parle plus que de cet article !» Cela dit, Ouyahia enfonce le clou, encore une fois en martelant que cet article ne subira aucun changement. Mis à part l'ajout consistant à le doter d'une loi organique. «Pour mieux expliquer cet article, et au risque de me répéter, je prends l'exemple d'un professeur de médecine jouissant de la double nationalité. Rien ne l'empêchera de prétendre à diriger un grand CHU ou un hôpital en Algérie.

Mais si jamais il veut devenir ministre de la Santé, par exemple, on lui demandera de faire cet énorme sacrifice, celui de renoncer à sa deuxième nationalité ! Idem pour un professeur universitaire qui peut diriger une université, un



Ahmed Ouyahia.

Photo : D. R.

institut mais auquel on demandera, gentiment, de renoncer à sa deuxième nationalité si jamais il veut devenir ministre de l'Enseignement supérieur». On ne peut être plus clair !

«L'argent sale est une triste réalité en Algérie»

Ahmed Ouyahia revient par ailleurs à la charge, au sujet, si tabou, de l'argent sale qui a complètement pollué la scène politique en Algérie. «Ici même, en 2012, j'avais eu à dénoncer et à mettre en garde contre ce phénomène de l'argent sale, de la corruption qui menace la sécurité nationale». Citant l'exemple des dernières élections sénatoriales, le patron du RND révélera que certains candidats se sont adonnés ouvertement à l'achat des voix ! «Qu'il y ait des lobbies, c'est à la limite normal. Mais que l'on achète des voix, c'est une honte ! Certains ont dépensé 7 à 10 milliards de centimes pour acheter un poste de sénateur. J'ai fait un petit calcul. Un parlementaire gagnera, en cinq ans de mandat, tout juste un peu plus de 1 milliard. Economiquement, c'est une aberration». Cela, avant de donner l'explication, que tout le monde connaît d'ailleurs. «L'argent sale sera définitivement soldé en Algérie, le jour où la manière de gagner de l'argent deviendra complètement saine. Il s'agit d'un problème de réglementation, laquelle triomphera de l'argent sale quand la loi sera totalement respectée, quand l'activité économique sera totalement régulée et quand chaque opérateur payera le Fisc, ses charges sociales et j'en passe (...) Le

jour aussi où, quand on introduira l'obligation de l'utilisation des chèques pour les transactions commerciales, on ne nous fera pas sortir des jeunes dans la rue sous prétexte de dénoncer les augmentations de l'huile et du sucre !» Ouyahia ira encore plus loin. L'argent sale «proviendrait également de la drogue». Ce qui est encore plus grave. Sur un autre plan, Ouyahia revient sur les dernières polémiques suscitées par la loi de finances 2016. «La communication officielle au sujet de la crise financière n'est jamais assez suffisante, à plus forte raison lorsqu'on a affaire à des professionnels de la manipulation. La seule voix du gouvernement ne suffit pas car elle est noyée dans ce vaste marché dominé par les spéculateurs et les professionnels de la sur-enchère». Faisant clairement allusion à Louisa Hanoune, Ouyahia ajoutera, un brin ironique : «Allez voir du côté de Annaba. La loi de finances 2016 est devenue un slogan pour la désobéissance ! Il citera à titre d'exemple les polémiques autour des articles 66 et 71. Puis autour des augmentations des prix des hydrocarbures. «Pour le carburant, posons-nous juste ces questions : ces augmentations étaient-elles vraiment un choix ? Sont-elles plutôt naturelles ? Ou, comme le soutiennent ces gens-là, c'est une mesure prise contre le peuple ?» Au passage, Ouyahia rappellera toute la polémique soulevée, il y a quelques mois, autour de la question du gaz de schiste : «Lorsque notre ministre de l'Energie avait évoqué l'exploration du gaz de schiste, on a eu droit, immédiatement, à 100.000 experts en la matière! Où sont-ils, tous ces gens-là ?» Ouyahia parle bien sûr des opposants au gaz de schiste, d'ailleurs. «Louisa Hanoune ? Ce genre de problèmes internes au parti, j'en ai connu avant elle!» Depuis des semaines, la patronne du Parti des travailleurs Louisa Hanoune fait face à une véritable campagne politico-médiatique, plus précisément depuis qu'elle a lancé la fameuse initiative des «19». Elle n'hésite pas à accuser ouvertement des parties dans le pouvoir d'en être les instigateurs. Dernier épisode en date, «un mouvement de sauvegarde du PT». Et à ce sujet, Ahmed Ouyahia aura cette réponse toute simple, mais combien lourde de sens : «Les problèmes internes aux partis, moi-même j'en ai eu. Et bien avant Louisa Hanoune». Effectivement, Ouyahia avait eu à affronter deux grands «mouvements de redressement», en 2002 sous la conduite de l'ancien ministre de l'Environnement Cherif Rahmani puis en 2012 avec, cette fois, comme leader, l'ancien ministre de la Santé, Yahia Guidoum.

K. A.

MOUVEMENT DE DISSIDENCE, MENACES DE MORT...

Hanoune sous haute pression

Les évènements s'accroissent à grande vitesse. Les repréailles dont fait l'objet Louisa Hanoune sont passées à une autre étape : celle des tentatives d'agressions physiques et, plus grave encore, de menaces d'attenter à la vie de la responsable du PT, a-t-on appris hier auprès de ce parti.

Abla Chérif - Alger - (Le Soir) - Avant même l'arrivée de Louisa Hanoune à Mostaganem où était programmé un meeting, la Maison de la culture a été envahie par des jeunes déchaînés qui se sont mis à lancer des projectiles en direction de la bâtisse et de la foule qui faisait son entrée. La responsable du PT n'est pas encore sur place mais dans la salle de conférences rien ne va plus.

La police locale est alertée et opère à une vaste opération d'arrestations à l'extérieur de la salle. Selon les informations qui nous parviennent, les services de sécurité restent sur le quivive et filtrent le passage des personnes désireuses d'assister au meeting qui attire beaucoup de monde, semble-t-il. Le Parti des travailleurs et son leader sont dans l'œil du cyclone. La situation qu'ils traversent les contraint à «tout dévoiler». Cette fois, apprenons-nous, de la bouche même de M^{me} Louisa Hanoune, ses détracteurs sont passés à des «menaces de mort». «Des députés ont dit aux représentants du PT au sein de l'APN, enlevez-la ou on la tue». Selon nos informations, les autorités ont été informées de la menace. De qui émane-t-

elle ? Pas de noms. Mais la scène, apprend-on, s'est déroulée au sein de l'APN où les membres d'un mouvement de redressement travaillent d'arrache-pied pour tenter de supplanter la représentation légale du parti au sein de l'Assemblée. Hier encore, un communiqué émanant des redresseurs a annoncé la mise en place d'un groupe parlementaire lequel a déjà procédé au retrait de confiance au président du groupe parlementaire et bras droit de Louisa Hanoune, M. Djoudi. Le communiqué ne porte pas le cachet officiel de l'APN et est signé par Salim Labatcha, chef de file du mouvement des redresseurs. Le 26 janvier dernier, le ministère de l'Intérieur avait pourtant débouté Labatcha en annonçant la validation de la décision du comité central du PT d'exclure les membres du mouvement de redressement du Parti des travailleurs (Salim Labatcha et Salim Sidi Moussa) les deux principaux responsables des redresseurs. Vingt-quatre heures plus tard, un autre communiqué émanant de la même institution, le ministère de l'Intérieur, revient sur sa décision suite, dit-il, à un recours introduit par les concernés. Le Parti des travailleurs qualifie cette décision «d'erreur grave et de manœuvre maffieuse qui vise la stabilité d'un parti qui dénonce les tentatives de désintégration du pays». Quarante-huit heures avant la réaction du ministère de l'Intérieur, Louisa Hanoune avait organisé une conférence de presse durant laquelle elle rapportait que Salim Labatcha affirmait à qui veut l'entendre qu'il recevait ces instructions de Tliba, vice-président de l'APN, de Ammar Saâdani SG du FLN ainsi que de plusieurs ministres en poste. Les mis en cause ont été nommés un à un et invités à démentir les propos du concerné. Parmi eux,



Louisa Hanoune.

Photo : NewPress

le ministre de la Santé, M. Abdelmalek Boudiaf. Il tient à réagir à cette situation et fait entendre son avis. «Dans un entretien téléphonique, quelques jours après, M. Boudiaf s'est démarqué avec clarté de toute cette opération», affirme le PT. Entretemps, l'opération politique qui vise Louisa Hanoune se poursuit. Des informations sûres affirment que l'Assemblée populaire algérienne a octroyé un bureau à Salim Labatcha... En off, le président de l'APN tente en tous les cas de calmer les députés du PT en affirmant qu'une représentation effective des redresseurs (en contradiction totale avec les dispositions des lois organiques) relevait de la «fiction». De son côté, le Parti des travailleurs soutient que la liste des redresseurs est constituée d'ex-militants ou de personnes radiées. Certains d'entre eux, apprend-on, sont passés depuis

longtemps dans d'autres formations politiques telles que l'ANR, le FLN ou TAJ. Louisa Hanoune n'en est cependant pas à sa première opération politique. Avant l'annonce de l'existence d'un mouvement de redressement au sein de son parti, elle avait organisé une conférence de presse dénonçant un reportage «téléguidé par ces mêmes parties maffieuses» et diffusé sur la chaîne Ennahar dans lequel elle était accusée d'avoir utilisé ses prérogatives pour acquérir des biens et en octroyer à des membres de sa famille. L'opération de discréditation est intervenue peu de temps après une série d'attaques verbales violentes émanant du secrétaire général du FLN, Ammar Saâdani et du vice-président de l'APN Tliba, lesquels réagissaient aux propos de Louisa Hanoune au sujet de l'existence en Algérie d'un «pouvoir parallèle maffieux qui va mener le pays droit dans le chaos». Ces mêmes centres ont été accusés d'avoir fait un forcing «un coup d'Etat institutionnel» pour le passage en force de la loi de finances 2016. Ammar Saâdani et Tliba avaient aussi et surtout réagi, doit-on le rappeler, au fait que la responsable du PT ait rejoint le groupe des 19 personnalités ayant adressé une demande d'audience au Président Bouteflika en vue de lui faire part des dérives en cours dans le pays et de l'existence de «cette mafia qui veut s'emparer totalement du pouvoir». Jusqu'où iront les repréailles contre la pasionaria du monde politique algérien ? «Les autorités sont averties. Des attaques contre un parti honnête qui travaille pour la stabilité du pays peuvent constituer la goutte qui fera déborder le vase», rétorque Louisa Hanoune.

A. C.